

VARIA | *Travaux en cours*

Pour une recherche « décentralisée » à la rencontre des chercheurs et acteurs locaux

Hend Ben Othman
Urbaniste et chercheuse à l'IRMC

*Dans le cadre du programme de recherche « Décentralisation et gouvernance locale dans les pays du Maghreb et de la Méditerranée : vers un renouvellement des modalités de l'action publique territoriale ? » coordonné à l'IRMC par Hend Ben Othman, chercheuse en urbanisme et aménagement, deux séminaires ont été organisés en février et juin 2023, respectivement dans les communes de Sfax et de Midoun¹, en partenariat avec le laboratoire Mesopolhis, Aix-Marseille Université² et avec le soutien du fonds A*Midex.*

Dans la mesure où les événements scientifiques et les principaux centres de recherche en Tunisie se situent à Tunis, il semble important de délocaliser la recherche en sciences humaines et sociales et l'accès aux savoirs scientifiques, pour être au plus près du terrain et des acteurs locaux. Dès le départ, ces séminaires ont été ainsi conçus afin de favoriser la rencontre des chercheurs du programme avec, d'une part, ceux des universités ou des centres de recherche dans les régions du pays, et d'autre part avec les acteurs locaux – communes et associations. Ils ont été organisés en région, avec l'appui d'universités partenaires et/ou des communes.

Premier séminaire itinérant : Sfax, 16-17 février 2023

Le premier séminaire s'est tenu à Sfax, et s'est articulé autour de trois moments-clés : le séminaire de recherche fermé du réseau, l'atelier scientifique en partenariat avec le laboratoire Syfacte, et la rencontre avec les acteurs locaux à la commune de la ville. Le séminaire s'est tenu le 16 février, et a permis aux contributeurs du programme de recherche de présenter l'avancement des travaux de terrain engagés, de croiser les focales et d'interroger les contextes et les résultats de leurs recherches respectives, en présence de chercheurs du laboratoire Mesopolhis. À la fin de la journée, une visite guidée du noyau historique de la ville de Sfax a été organisée avec deux membres actifs de l'Association *Sfax El Mezyena*³, avec un parcours commenté sur les caractéristiques urbaines et architecturales de la médina, et une visite du siège de l'association. Au-delà du caractère culturel de cette immersion dans l'histoire de Sfax, cette escale a permis de lancer la discussion autour de l'engagement citoyen dans des actions culturelles et sociales, des difficultés auxquelles font face les associations pour participer de manière active au développement local, et des retombées positives de cet engagement dans l'appropriation des projets et des actions par les citoyens.

1. Le premier séminaire, à Sfax, s'inscrit dans le cadre d'une collaboration avec le laboratoire Syfacte de l'Université de Sfax, la commune de Sfax et l'Association *Sfax El Mezyena*, et le second, à Djerba, avec l'Institut des Régions Arides (IRA) et l'Association des Architectes de Jerba.
2. La convention a été établie en partenariat avec Aude Signoles, maître de conférences HDR à Sciences Po Aix et membre du laboratoire Mesopolhis.
3. L'Association *Sfax El Mezyena*, fondée en 2011 à Sfax, se donne pour mission de « rendre [la ville] plus agréable par le biais d'événements qui valorisent la région, la dynamisent et l'embellissent » (site internet). Elle propose des manifestations culturelles variées (randonnées, expositions, ateliers).

Visite au
siège de
l'Association
*Sfax El
Mezyena*.
© Hend Ben
Othman/
IRMC





Atelier scientifique « La décentralisation en Tunisie : des enjeux de gouvernance territoriale ? », à la Faculté des Lettres et des Sciences sociales de Sfax. © Hend Ben Othman/IRMC

Le 17 février matin, un atelier scientifique intitulé « La décentralisation en Tunisie : des enjeux de gouvernance territoriale ? », organisé en collaboration avec Ali Bennisr (directeur du laboratoire Syfacte) à la Faculté des Lettres et des Sciences sociales de Sfax, a consisté à faire dialoguer des chercheurs du laboratoire avec ceux du programme de recherche, pour proposer un éclairage sur les différents enjeux du processus de décentralisation en Tunisie. Le premier panel a questionné la gestion du territoire local à l'épreuve des réalités du terrain. Il a permis aux collègues du laboratoire d'exposer leurs travaux relatifs aux difficultés de mise en œuvre, sur terrain, de la réforme de la décentralisation, du fait des conflits de compétences entre acteurs déconcentrés et décentralisés, des contradictions entre les textes juridiques (Mahmoud Gdoura), ou des modalités de gouvernance dans le cas de la gestion des déchets dans la ville de Sfax (Maha Bouhlel et Ali Bennisr), avec une présentation sur les systèmes d'information géographique comme outils de gouvernance locale (Tahar Yengui et Moneam Nasr). Le deuxième panel, consacré aux enjeux territoriaux du nouveau découpage communal en Tunisie, a porté sur la reconfiguration des territoires communaux (Mourad Ben Jelloul), et

s'est appuyé sur deux cas d'étude des nouveaux modes de gouvernance locale dans l'arrière-pays de Sfax (Khaoula Saadaoui) et du Grand Sfax (Sami Ben Fguira).

L'après-midi du 17 février a été consacrée à une rencontre autour des enjeux de développement local, organisée au siège de la commune de Sfax et présidée par le maire, Mounir Elloumi. Cette rencontre s'est tenue en présence d'élus, de cadres municipaux, de représentants de la société civile et des chercheurs du séminaire itinérant. Cette opportunité a permis de présenter la commune, les potentialités et défis de son territoire (Mounir Elloumi) et les projets en cours, notamment la révision du plan d'aménagement urbain, ses enjeux et ses acteurs (Mahmoud Gdoura⁴). La question de la participation citoyenne aux projets de la commune a été mise au cœur des débats, avec trois présentations de projets en partenariat avec des associations locales : celle du projet **Smart Medina** (Ramzi Halouani⁵), une présentation du projet « **ENSERS** » pour une valorisation du littoral (Yassine Masmoudi⁶), et le projet **Mobilité active et intelligente à Sfax (MAIS)** (Ryadh Haj Taieb⁷). La discussion a porté sur les enjeux actuels d'exercice de leurs compétences par les

4. Urbaniste, élu à la commune de Sfax.

5. Président de l'Association de Développement solidaire de Sfax.

6. Membre du comité directeur de l'Association Sfax El Mezayena.

7. Urbaniste et directeur général de la commune de Sfax.

communes et sur les défis de la gestion locale, dans un contexte marqué par un manque de moyens humains et financiers, et par une répartition floue des compétences entre les différents acteurs. L'apport de la société civile et des actions citoyennes a également été abordé en profondeur, et les expériences présentées ont permis de confirmer l'efficacité des partenariats entre communes et associations, pour un développement local plus inclusif et durable.

Deuxième séminaire itinérant : Djerba, 16-18 juin 2023

Le séminaire organisé à Midoun-Djerba a été conçu dans des conditions particulières, celles de la dissolution des conseils municipaux⁸ et de la remise en question de la réforme de décentralisation. Au-delà de la révision du programme initial imposée par le contexte, et des réunions avec la commune de Houmt Souk qui en ont découlé, il a donné lieu à des débats fructueux sur les nouvelles modalités de gouvernance, à des réflexions autour des articles

présentés sur le cas tunisien, à de nouvelles perspectives d'analyse, et à la mise en dialogue avec les autres terrains maghrébins et méditerranéens à partir de ces reconfigurations.

La première composante du séminaire a été l'organisation d'un atelier scientifique portant sur le « Développement régional et local au Sud-Est tunisien : politiques, acteurs et enjeux », en collaboration avec le **laboratoire d'Économie et Sociétés rurales (LESOR)** de l'**Institut des Régions Arides (IRA)** de Médenine. Cet atelier a été l'occasion, pour les chercheurs locaux et ceux du réseau de recherche, d'échanger autour des enjeux du processus de décentralisation et du développement régional et local dans le Sud-Est tunisien. Il a également associé des acteurs de la société civile, à savoir l'**Association du Développement et des Études stratégiques (ADES)**, pour être au plus près des enjeux territoriaux de la région. La première séance, dédiée aux disparités régionales et aux enjeux de développement dans le Sud-Est tunisien, a permis d'appréhender la question du développement régional par la focale des



Rencontre autour des enjeux du développement local de la commune de Sfax, au siège de la commune. © Hend Ben Othman/IRMC

8. Les conseils municipaux ont été dissous par décret le 9 mars 2023, et les maires ont été remplacés de manière « provisoire » par les secrétaires généraux en poste.



Atelier scientifique « Développement régional et local au Sud-Est tunisien : politiques, acteurs et enjeux ». © Hend Ben Othman/IRMC

sciences économiques, en remettant au cœur du débat les perspectives de développement des territoires « difficiles » du Sud, dans la conjoncture économique et sociale actuelle (Ali Abaab), les disparités locales dans les régions du Sud-Est tunisien (Ridha Bechir), et la question de l'économie informelle dans cette région (Mayssa Hedli). La deuxième séance s'est intéressée aux acteurs et aux modalités du développement local par une première entrée qui questionne les défis et approches susceptibles d'assurer une croissance inclusive dans les régions tunisiennes (Nesrine Abbassi), ainsi qu'un cas d'étude du tourisme comme vecteur de développement local à Djerba (Manel Frifita). La dernière intervention s'est concentrée sur le rôle de la société civile dans le développement local, en s'appuyant sur une présentation des projets et initiatives de l'ADES, son implication dans les différentes études stratégiques et dans la recherche universitaire (Issam Zorgui).

La deuxième composante du séminaire itinérant, organisée en collaboration avec l'Association des Architectes de Jerba (AAJ), a porté sur les enjeux urbains et de patrimonialisation de l'île, d'autant plus que cette association figure parmi les chevilles ouvrières du classement de l'île au patrimoine mondial de l'UNESCO. Une visite de terrain a été assurée par Letaief Ben Dermech et Rym Jebali, respectivement président et membre de l'association, afin de découvrir l'histoire de l'île et son patrimoine, de saisir le

rôle des communes dans la gestion du territoire local, ainsi que l'engagement citoyen pour la préservation du cadre urbain et bâti.

Les deux journées suivantes ont été consacrées à l'avancement des travaux du programme de recherche et des articles, dans le but d'interroger et de croiser les contextes et les résultats en vue d'une publication collective.

Regards croisés sur les processus de décentralisation en Tunisie et dans les pays du Maghreb et de la Méditerranée

Les deux séminaires itinérants ont consacré une large part aux travaux du réseau de recherche, qui s'intéresse aux réformes politiques entreprises au Maghreb et en Méditerranée, et plus particulièrement à la mise en œuvre de la décentralisation. Cette réforme, en ce qu'elle engendre comme mutations d'une part dans les modes de gouvernance, d'autre part dans les modalités de gestion et de fabrique des territoires, constitue en effet un enjeu central dans un contexte de transformation des régimes politiques dans le monde arabe, notamment dans les pays post-« révolution » de 2011. La perspective comparatiste permet une montée en généralité intéressante, entre les pays où cette réforme en est à ses balbutiements (Tunisie, Libye), ceux où ces processus sont avancés et consolidés par les nouvelles constitutions (Maroc, Jordanie), et ceux où la

tradition centralisatrice est fortement ancrée et où il s'agit davantage de déconcentration (Algérie). Une perspective plus globale, liée au rôle des instances internationales dans la diffusion de nouveaux modèles de « bonne gouvernance » et de « participation citoyenne », est également abordée. Les questions de participation sont traitées en filigrane dans les différentes contributions en cours d'écriture, et à travers un article de cadrage comparatiste.

Un premier axe de recherche porte sur la reconfiguration des pouvoirs à travers l'analyse des (ré)aménagements institutionnels et juridiques menés dans les différents pays en vue de la mise en œuvre de la réforme de la décentralisation. Il s'agit notamment des travaux de Mourad Ben Jelloul sur les nouvelles modalités de gouvernance et l'instauration d'un modèle de « construction démocratique par la base » en Tunisie ; de ceux de Yassine Turki sur les logiques de reconfiguration des pouvoirs inhérentes à la « réforme » et l'émergence des corps représentatifs des nouveaux acteurs locaux en Libye ; et de ceux de Belkacem Benzenine, sur le rôle de l'État dans une décentralisation « manquée », avec une analyse sur les enjeux qui entourent le découpage administratif algérien.

Le programme interroge en deuxième lieu le renouvellement des modalités de l'action publique à l'aune de la reconfiguration des rapports de pouvoir (et de force) entre l'État, les services déconcentrés et les acteurs locaux, en

priviliégiant une entrée par les instruments de l'action publique. C'est le cas des travaux de Aziz Iraki, qui analyse la mise en œuvre de la contractualisation dans les programmes de mise à niveau des métropoles au Maroc, et de ceux de Myriam Ababsa sur le rôle des conseils locaux à Irbid (Jordanie) dans la gestion municipale et la planification urbaine. Par ailleurs, les recherches de Hend Ben Othman sur les enjeux de l'élaboration des plans de développement local en Tunisie, de Nizar Tekaya sur les stratégies d'appropriation des dispositifs participatifs à travers le cas des plans annuels d'investissement en Tunisie, et de Damiano De Facci sur les limites de la décentralisation économique à Sfax, étudient la mise en œuvre d'instruments de l'action publique à l'aune des nouvelles modalités de gouvernance qui instaurent la participation des citoyens et des associations au développement local. En écho à ces travaux, deux recherches tentent d'éclairer les questions de circulation de modèles et de savoirs : celle de Samuel Ripoll, au sujet de la circulation transnationale des modèles en étudiant les espaces de circulation de la planification urbaine stratégique en Tunisie, et celle de Nathalie Ferré sur la production collective d'un discours de légitimation par la « société civile ». Un dernier texte de cadrage comparatiste sur les questions de participation sera proposé par Amin Allal et Guillaume Gourgues. Le troisième séminaire itinérant, en cours de préparation, permettra aux auteurs de présenter les articles finaux en vue de la publication de l'ouvrage collectif qui y sera consacré.

Visite au local de l'Association des Architectes de Jerba. © Hend Ben Othman/IRMC

